

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

COLLECTIF MENTORAT

Association

**Siège social : 29 BD BOURDON
75004 PARIS**

SIREN 897 939 393

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS *Exercice clos au 31/12/2025*

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

COLLECTIF MENTORAT

Association

**Siège social : 29 BD BOURDON
75004 PARIS**

SIREN 897 939 393

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2025

Aux adhérents ;

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association COLLECTIF MENTORAT relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Bureau sur la base des éléments disponibles à cet établissement.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association COLLECTIF MENTORAT à la fin de cet exercice.

SARL au capital de 150 000 €

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47

Observations :

Nous attirons votre attention sur les points :

- 1 de l'annexe mentionnant le non-utilisation complète de la subvention et de la mise en place de fonds dédiés dans ce sens
- 2.2.1 de l'annexe sur la méthode de valorisation de la plateforme internet qui n'est pas valorisée en temps qu'un actif immobilisé;
- 2.2.5 de l'annexe sur la méthode de valorisation des contributions volontaires avec un forfait journalier de 800€ pour les administrateurs;
- 2.3 de l'annexe sur la mise en place du nouveau Plan Comptable Général 2025

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Au niveau de nos travaux sur les subventions, nous avons réalisé une analyse de l'intégralité des conventions actives sur l'exercice. Nous avons contrôlé leur exhaustivité, leur réalité et leur correct rattachement à l'exercice social.

Nous avons également vérifié les différentes clauses, leur respect et leur impact dans les comptes et pris en considération le respect des différents principes comptables (de prudence notamment) afin d'obtenir l'assurance raisonnable nécessaire pour fonder notre opinion sur les montants des subventions et leurs corollaires (provisions et produits à recevoir).

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par

vosre association auprès des sociétés contrôlant votre association ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Fait à LEVALLOIS PERRET,
le 20 Février 2026
Le Commissaire aux comptes
CONSEILS ET ASSISTANCE,
représentée par Sébastien ROUGAGNOU



ANNEXE :

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

SARL au capital de 150 000 €

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE 6920Z

Conseils & Assistance
6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret
Tél. : 01 47 58 47 47

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	16 011,00	2 161,48	13 849,52	2,20		
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	20 890,80	6 511,81	14 378,99	2,28	8 734,74	1,14
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	7 219,56		7 219,56	1,15	9 331,56	1,22
TOTAL (I)	44 121,36	8 673,29	35 448,07	5,64	18 066,30	2,37
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés						
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	328 172,50		328 172,50	52,17	356 763,30	46,76
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	187 641,51		187 641,51	29,83	375 419,91	49,21
Charges constatées d'avance	77 723,22		77 723,22	12,36	12 687,20	1,66
TOTAL (II)	593 537,23		593 537,23	94,36	744 870,41	97,63
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	637 658,59	8 673,29	628 985,30	100,00	762 936,71	100,00



PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires			140 000,00	18,35
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité	171 043,42	27,19	113 182,16	14,84
. Autres				
Report à nouveau				
Excédent ou déficit de l'exercice	43 300,70	6,88	57 861,26	7,58
Situation nette (sous total)	214 344,12	34,08	311 043,42	40,77
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	214 344,12	34,08	311 043,42	40,77
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	72 225,00	11,48	92 314,00	12,10
TOTAL (II)	72 225,00	11,48	92 314,00	12,10
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)				
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	131 682,98	20,94	105 040,91	13,77
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	137 436,72	21,85	142 206,08	18,64
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	51 040,18	8,11	60 833,00	7,97
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	22 256,30	3,54	51 499,30	6,75
TOTAL (IV)	342 416,18	54,44	359 579,29	47,13
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	628 985,30	100,00	762 936,71	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS

Legs nets à réaliser :

- acceptés par les organes statutairement compétents
- autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre

ENGAGEMENTS DONNÉS

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Cotisations		33 540,00		28 520,00		5 020	17,60		
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens									
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services				71 176,00		-71 176	-100,00		
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		959 944,70		953 215,00		6 729	0,71		
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels									
- Mécénats		115 000,00		177 000,00		-62 000	-35,02		
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières									
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges									
Utilisations des fonds dédiés		92 314,00		120 240,00		-27 926	-23,22		
Autres produits		179,77		337,35		-158	-46,87		
Total des produits d'exploitation (I)	1 200 978,47			1 350 488,35		-149 510	-11,06		
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes		516 101,78		698 127,25		-182 026	-26,06		
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés		21 628,58		17 702,98		3 926	22,18		
Salaires et traitements		397 264,22		349 409,67		47 855	13,70		
Charges sociales		146 559,85		132 948,78		13 611	10,24		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		3 951,89		2 069,63		1 882	90,96		
Dotations aux provisions									
Reports en fonds dédiés		72 225,00		92 314,00		-20 089	-21,75		
Autres charges		12,52		2,28		10	500,00		
Total des charges d'exploitation (II)	1 157 743,84			1 292 574,59		-134 831			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	43 234,63			57 913,76		-14 679	-25,34		
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés									
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)									
CHARGES FINANCIERES:									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilées									
Différences négatives de change		1,73				1	N/S		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements									
Total des charges financières (IV)	1,73					1	N/S		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	66,07					66	N/S		

SARL CONSEILS & ASSISTANCE

6, boulevard Bineau

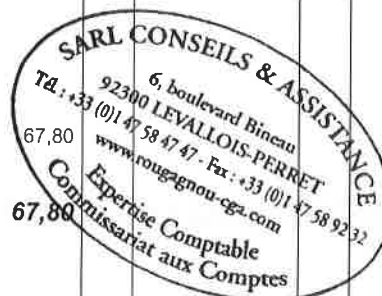
92300 LEVALLOIS-PERRET

Tél : +33 (0)1 47 58 47 47 - Fax : +33 (0)1 47 58 92 32

www.rougagnou-cga.com

Expertise Comptable

Commissariat aux Comptes



COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	43 300,70	57 913,76	-14 613	-25,22
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion		52,50	-52	-100,00
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)		52,50	-52	-100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-52,50	52	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	1 201 046,27	1 350 488,35	-149 442	-11,06
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 157 745,57	1 292 627,09	-134 882	-10,42
EXCEDENT OU DEFICIT	43 300,70	57 861,26	-14 561	-25,16
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature	83 559,18	73 156,00		
Bénévolat	65 600,00	108 800,00		
TOTAL	149 159,18	181 956,00		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations	83 559,00	73 156,00		
Personnel bénévole	65 600,00	108 800,00		
TOTAL	149 159,00	181 956,00		

Préambule

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 628 985,30 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 43 300,70 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 17/02/2026 par les dirigeants.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Le Collectif Mentorat a pour but de :

- fédérer les acteurs du mentorat ;
- développer et organiser le mentorat en France ;
- élargir l'accès à un mentorat de qualité ;
- favoriser l'inscription du mentorat dans les politiques publiques ;
- offrir à tous ceux qui le souhaitent de devenir mentor ou d'être mentoré.

En 2025, le Collectif Mentorat compte 81 associations et fondations membres et contribue au pilotage du plan 1 jeune / 1 mentor. Il poursuit ses trois grandes missions :

- développer la notoriété du mentorat, de ses acteurs et de son impact
- représenter, animer et faire grandir l'écosystème du mentorat
- accompagner ses organisations membres dans leurs démarches d'amélioration continue

La subvention de 950K euros reçue du Ministère du Travail et de l'Emploi n'a pas été utilisée en totalité au titre de l'exercice 2025. Nous avons constaté une somme en fonds dédiés pour un montant de 72K euros. Cela correspond à des projets non effectués par manque de ressources humaines et en raison de difficultés de trésorerie. Ils seront réalisés au cours du 1er semestre 2026.



2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :



2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Plateforme Internet

Pour les besoins de son développement, l'association Collectif Mentorat a engagé d'importantes dépenses de réalisation d'une plateforme Internet (1jeune1mentor.fr) ayant pour but d'apporter davantage de visibilité au secteur du mentorat.

Cette plateforme vise à s'adresser directement à un public de potentiels jeunes mentorés et de potentiels mentors.

Cette plateforme comprend :

- Une présentation générale du mentorat
- Un parcours utilisateur

Ce parcours permet d'apporter des contacts qualifiés à l'association.

C'est l'équipe du Collectif Mentorat qui valide les profils et décide de mettre en relation ces contacts avec les associations membres.

Considérant que la plateforme n'offre pas de liaison directe entre les contacts et les associations membres et, considérant la définition d'un actif tel que prévu à l'article 121-1 du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, il a été décidé que ces dépenses ne sont pas constitutives d'une immobilisation.



2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	03 ans
Agencements, aménagements, installations	10 ans
Matériel de bureau et informatique	03 ans
Mobilier	10 ans

2.2.3 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.



2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2.4 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite.

Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

2.2.5 - Contributions volontaires :

Les contributions volontaires ont été valorisées pour 65,6 K euros concernant le bénévolat, dont 60,8 K euros pour les membres du Bureau, et 138 K euros pour les prestations en nature.

Méthode de valorisation du bénévolat :

Nous appliquons un forfait de 800 euros pour les administrateurs au prorata du nombre de jours d'intervention.

Méthode de valorisation des prestations en nature :

Les prestations en nature et/ou compétences sont évaluées sur la base des conventions établies avec les mécènes, le chiffrage étant réalisé sous leur responsabilité.



2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Chargement de réglementation comptable ~ Application du PCG 2025

À compter du 1er janvier 2025, l'association applique le règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifié, relatif au nouveau Plan comptable général (PCG 2025), qui se substitue aux règles comptables précédemment applicables.

Ce changement de réglementation comptable a été mis en Suvre conformément aux dispositions transitoires prévues par le règlement précité. L'association a procédé à une analyse des incidences potentielles de cette nouvelle réglementation sur ses méthodes comptables, ses règles d'évaluation, ainsi que sur la présentation de ses états financiers.

Compte tenu de la nature de ses activités et de son mode de financement, notamment par le recours à des subventions publiques, une attention particulière a été portée au traitement comptable des subventions, fonds dédiés et autres concours financiers publics.

À l'issue de cette analyse, l'application du PCG 2025 n'a pas conduit à une modification substantielle des méthodes d'évaluation des actifs et passifs de l'association. Les principales incidences identifiées concernent la présentation et la nomenclature de certains postes du bilan et du compte de résultat.

Lorsque cela a été nécessaire, les informations comparatives ont fait l'objet de reclassements afin d'assurer la comparabilité entre les exercices. Ces reclassements n'ont pas d'incidence sur le résultat, ni sur les fonds propres de l'association.

L'association poursuivra l'analyse des conséquences de l'application du nouveau Plan comptable général au cours des exercices ultérieurs, notamment au regard des évolutions des textes, des interprétations doctrinales et des pratiques professionnelles.



3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles		16 011,00		16 011,00
Immobilisations corporelles	13 456,14	7 434,66		20 890,80
Immobilisations financières	9 331,56		2 112,00	7 219,56
TOTAL	22 787,70	23 445,66	2 112,00	44 121,36

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles		2 161,48		2 161,48
TOTAL I		2 161,48		2 161,48
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. gén., agencmt				
Insta l. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers				
Matériel de transport	126,22	228,11		354,33
Matériel de bureau et informatique	4 255,56	1 114,46		5 370,02
Emballage récupérables et divers	339,62	447,84		787,46
TOTAL II	4 721,40	1 790,41		6 511,81
TOTAL GENERAL (I+II)	4 721,40	3 951,89		8 673,29

3.3 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	317 000,00
Autres produits à recevoir	
TOTAL	317 000,00



3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)



4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	140 000,00				
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	113 182,16	57 861,26			171 043,42
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	57 861,26	-57 861,26	43 300,70		43 300,70
Dont générosité du public					
Situation nette	311 043,42		43 300,70		214 344,12
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	311 043,42		43 300,70		214 344,12
TOTAL dont générosité du public					



4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	92 314,00		92 314,00		72 225,00	72 225,00	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	92 314,00		92 314,00		72 225,00	72 225,00	

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	131 682,98	131 682,98		
Dettes fiscales & sociales	137 436,72	137 436,72		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	51 040,18	51 040,18		
Produits constatés d'avance	22 256,30	22 256,30		
TOTAL	342 416,18	342 416,18		

4.4 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	26 617,81
Dettes fiscales & sociales	108 254,13
Autres dettes	
TOTAL	134 871,94



5 - Notes sur le compte de résultat



6 - Autres informations

6.1 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	7	
Non Cadres	2	
TOTAL	9	0

6.2 - Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5 280 euros.



CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

COLLECTIF MENTORAT
Association
Siège social : 29 BD BOURDON
75004 PARIS

SIREN 897 939 393

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les
conventions réglementées**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des
comptes de l'exercice clos le 31/12/2025**

SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

COLLECTIF MENTORAT
Association
Siège social : 29 BD BOURDON
75004 PARIS

SIREN 897 939 393

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les
conventions réglementées**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2025**

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à LEVALLOIS PERRET,
le 20 Février 2026
Le Commissaire aux comptes
CONSEILS ET ASSISTANCE,
représentée par
Sébastien ROUGAGNOU



SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47